

L'économie dans la cité antique : l'économie encadrée la morale politique et religieuse.

L'histoire commence il y a plus de 2 300 ans, dans la Grèce antique, au IV^{ème} siècle avant J-C.), berceau des civilisations occidentales. À Athènes et dans les cités antiques, les citoyens grecs n'ont pas à se préoccuper de la meilleure façon de répondre à leur besoin. Libérés du labeur et des peines, ils peuvent compter sur les « invisibles » de la République – essentiellement les esclaves et les femmes – dont l'existence entière est vouée à la production de vivres et de services. Encore faut-il veiller à ce que son domaine soit suffisamment bien administré pour pouvoir se consacrer pleinement aux activités sociales, politique et religieuses.

1. L'économie : l'art de bien gérer son domaine.

L'un des premiers traités d'économie est l'œuvre de l'historien grec Xénophon (430 ? – 355 ? av. J-C.), *Oikonomikos* (entre 360 et 380 av. J-C.). Prenant la forme d'un dialogue entre Socrate et Ischomachus, un propriétaire terrien, il pose les règles (« nomos ») d'une administration vertueuse du foyer (« oikon »).

Texte 1 : Oikonomikos

Socrate : Eh bien, dit Socrate, le nom d'économie nous a paru être celui d'une science, et cette science, nous l'avons définie celle par laquelle les hommes font prospérer une maison. Une maison est pour nous la même chose que toute espèce de possession, et nous avons appelé possession ce qui pour chacun est utile à la vie ; enfin le mot utile nous l'avons appliqué à tous les objets dont on sait user. (...) Nous avons ensuite prouvé qu'il n'y a pas pour un homme beau et bon de profession ni de science au-dessus de l'agriculture, qui procure aux hommes le nécessaire. Car cette profession est la plus agréable à pratiquer et donne au corps la plus grande beauté, la plus grande vigueur, et aux âmes assez de loisir pour songer aux amis et à la chose publique. (...) Voilà pourquoi, dans tous les États, c'est la profession la plus honorée, parce qu'elle donne à la société les citoyens les meilleurs et les mieux intentionnés.

Critobule : Que l'agriculture, Socrate, soit le plus beau, le meilleur et le plus agréable genre de vie, c'est dont je suis pleinement convaincu. Mais ce que tu prétends avoir remarqué, c'est-à-dire qu'il y a des cultivateurs qui travaillent de manière à se procurer abondamment par l'agriculture tout ce dont ils ont besoin, et d'autres qui s'y prennent de façon à ne tirer de l'agriculture aucun profit, c'est ce que j'entendrai de toi avec un double plaisir, afin de faire ce qui est bon et de ne pas faire ce qui est mauvais.

Socrate : Eh bien, dit Socrate, cher Critobule, je vais tout d'abord te raconter comment j'abordai un homme qui me paraissait être réellement un de ceux auxquels on a justement donné le nom de beaux et bons. (...) Un jour donc que je le vis assis sous le portique de Jupiter Libérateur et qu'il me parut de loisir, je m'avançai près de lui et m'asseyant à ses côtés :

SOCRATE : (...) [Ischomachus], à quoi donc, au nom des dieux, lui dis-je, passes-tu le temps ? que fais-tu ? Je désire vivement savoir de toi quelle occupation te mérite le nom de beau et de bon ; car tu ne vis pas renfermé chez toi et tu n'as point la complexion d'une vie sédentaire. (...)

ISCHOMACHUS : (...) Je ne reste jamais à la maison car pour toutes les affaires du ménage, j'ai ma femme qui est parfaitement en état à elle seule de les diriger.

SOCRATE : Mais alors, Ischomachus, lui dis-je, j'éprouverais un grand plaisir à savoir si c'est toi qui, par tes leçons, as rendu ta femme ce qu'elle est, ou bien si tu l'as reçue de son père et de sa mère tout instruite de ses devoirs.

[Ischomachus rapporte les recommandations faites à sa femme pour garantir une bonne gestion du foyer]

ISCHOMACHUS : Il faudra, lui dis-je, que tu restes à la maison, que tu fasses partir ensemble ceux de tes serviteurs chargés des travaux du dehors, et que tu surveilles toi-même le travail de ceux qui travaillent à l'intérieur : tu auras à recevoir ce qu'on y apportera et à distribuer les provisions qui doivent être employées : à l'égard du superflu, tu devras et prendre garde à ce qu'on ne fasse pas dans un mois la dépense affectée à l'année tout entière. Lorsqu'on t'aura apporté

des laines, tu auras à faire filer des vêtements pour ceux qui en ont besoin, tu auras également à ce que les provisions sèches soient bonnes à manger. Il est toutefois, lui dis-je, une de tes fonctions qui peut-être t'agréera moins : c'est que, si quelqu'un de tes esclaves tombe malade, tu dois veiller avec tout le soin possible à sa guérison. (...)

Extrait de Xénophon, *Economique* (section 7), (360-380 av. J-C.)

Commentaire :

Dans ce texte, le foyer est à comprendre au sens large de « domaine agricole » comprenant à la fois les terres mais aussi ceux qui y travaillent, les esclaves et « tout ce qui est utile à la vie ». On peut noter ici que Xénophon fait de l'agriculture, la plus vertueuse des activités humaines utiles – c'est-à-dire non oisive. Cette primauté de l'agriculture sur toutes les autres activités est un thème récurrent de la pensée économique et ce jusqu'à la révolution industrielle.

Le traité de Xénophon ressemble davantage à un manuel de management qu'à un ouvrage d'économie à proprement parler. Il y est question des activités d'intendance (la réception, la conservation et la distribution des ressources) et d'organisation des activités humaines. Il n'y est pas question de problèmes économiques et les objets traités ne sortent pas de la sphère privée : elles ne concernent pas la cité dans son ensemble, mais les propriétaires terriens individuellement.

Par ailleurs, il n'est jamais question d'enrichissement personnel ni d'accumulation de richesses dans ce texte, mais seulement de « répondre aux besoins essentiels ». Cette condamnation du profit, essentiellement pour des raisons morales, est caractéristique de la pensée grecque, mais restera prégnante pendant plusieurs siècles, en particulier dans la pensée religieuse.

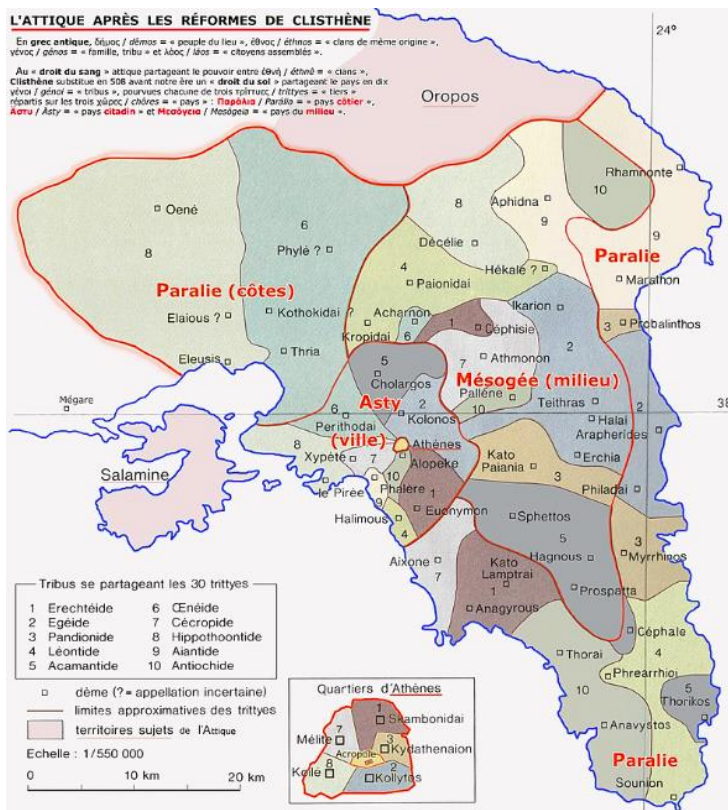
Enfin, l'art d'administrer son domaine est présenté non sous un angle technique ou scientifique, mais plutôt sous celui de la vertu. Socrate parle en effet des différences de prospérité – les cultivateurs qui obtiennent de bonnes récoltes et ceux qui n'y parviennent pas – par leurs qualités de commandement individuelles. Dans ce texte, le mérite d'Ischomachus est d'avoir transmis à sa femme le sens du devoir.

2. L'épineuse question des échanges marchands

Aux VI^{ème} et V^{ème} siècle avant notre ère, le monde antique est dominé par une cité, qui contrôle tout le pourtour de la Méditerranée, Athènes. Comme dans toutes les cités, le territoire athénien est divisé en parcelles, toutes occupées par des tribus différentes, ou des clans.

Le rayonnement d'Athènes sur l'ensemble du bassin méditerranéen bouleverse peu à peu cet équilibre. Les ressources issues de nouveaux territoires abondent et les échanges marchands se multiplient. De nouvelles couches sociales apparaissent (les commerçants, les financiers, les marchands) et commencent à s'enrichir non plus pour la seule gloire de la cité, mais aussi pour répondre à leurs besoins personnels. Les inégalités sociales se creusent alors entre ces nouveaux riches et la plèbe des villes, constituée de paysans qui subissent la concentration des propriétés foncières.

Cette opposition entre riches et pauvres provoque une instabilité politique, marquée par une alternance entre démocraties et régimes dictatoriaux. L'équilibre jusque-là immuable des lois de la Cité, réputées intangibles et sacrées, est remis en cause par de graves crises sociales et politiques. C'est dans ce contexte que Platon (428-348 av J-C.) et son disciple Aristote (384-322 av. J-C.) s'interrogent sur les vertus et les risques de cet essor des relations marchandes.



a. Platon : limiter les échanges marchands contre le risque de démesure.

Le premier à questionner explicitement le rôle des échanges marchands pour le développement et la stabilité de la cité est Platon. Dans le livre II de la République, il prête à Socrate ([369-b] à [371-d]) une réflexion ambivalente sur les bienfaits, mais aussi les troubles liés au commerce.

Texte 2 – Platon « collectiviste » ?

Dialogue entre Socrate et Adimante au sujet de ce que serait « une société juste ».

Socrate « - Selon moi (...), la cité se forme parce que chacun d'entre nous se trouve dans la situation de ne pas se suffire à lui-même, mais au contraire de manquer de beaucoup de choses. Y-a-t-il, d'après toi, une autre cause à la fondation d'une cité ?

Adimante : - Aucune

S : Dès lors, un homme recourt à un autre pour un besoin particulier, puis à un autre en fonction de tel autre besoin, et parce qu'ils manquent d'une multitude de choses, les hommes se rassemblent nombreux au sein d'une même fondation, s'associant pour s'entraider. C'est bien à cette société que nous avons donné le nom de cité n'est-ce pas ?

A : Exactement.

S : Mais quand un homme procède à un échange avec un autre, qu'il donne ou qu'il reçoive, c'est toujours à la pensée que cela est mieux pour lui ?

A : Tout à fait. (...)

S : Mais quoi ? Qui exercerait l'activité la mieux réussie, celui qui travaillerait dans plusieurs métiers, ou celui qui n'en exercerait qu'un seul ?

A : Celui qui n'en exercerait qu'un seul.

S : Le résultat est que des biens seront produits en plus grande quantité, qu'ils seront de meilleure qualité et produits plus facilement, si chacun ne s'occupe que d'une chose selon ses dispositions naturelles et au moment opportun, et qu'il lui soit loisible de ne pas s'occuper du travail des autres. (...)

Mais alors, au sein de la cité elle-même, comment les citoyens s'échangeront-ils les biens que chacun aura produits ? Car c'est bien dans ce but que nous avons fondé une cité, en rendant possible leur association.

A : C'est clair, dit-il, ils vendent et ils achètent.

S : De là, l'instauration de la place publique et de la monnaie, symbole de l'échange.(...) Il convient dès lors d'agrandir encore la cité. Car cette cité, la cité saine, ne suffit plus : il faut la remplir d'une multitude de gens, en la faisant croître du nombre de ceux qui ne concourent dans les cités à rien de nécessaire, comme par exemple les chasseurs en tout genre, les imitateurs (...), les fabricants d'accessoires de toute sorte, et notamment de ce qui concerne la toilette des femmes. (...) Et le pays, lui qui suffisait jusqu'alors à nourrir ses habitants, il deviendra trop petit et il ne suffira plus. Qu'en dis-tu ?

A : Je suis d'accord.

S : Dès lors ne faudra-t-il pas découper à notre usage une partie du territoire voisin, si nous voulons avoir assez de terre à pâturage et à labour, et eux, de leur côté, ne découperont-ils pas notre terre, s'ils ne résistent pas non plus à la possession illimitée des richesses, transgressant eux aussi la limite des biens nécessaires ?

A : De toute nécessité, Socrate, dit-il.

S : Nous nous ferons donc la guerre, c'est ce qui s'ensuit (...) ? Comment pourrait-il en être autrement ?

A : Il en sera bien ainsi. »

Extrait de Platon, *La République*, Livre II ([369-b] à [371-d])

Commentaire :

Tout d'abord, Platon ne condamne pas les échanges marchands par principe. On peut remarquer qu'il en fait même le fondement des liens sociaux et de la naissance de la cité. C'est parce que les hommes échangent qu'ils peuvent répondre à leurs besoins et nouer des relations d'interdépendance. Cette idée sera reprise plus d'un millénaire plus tard par A. Smith. Elle deviendra même l'un des points de clivage principaux de la tradition économique orthodoxe et de la tradition sociologique. La première fait des échanges marchands le point de départ de la formation des sociétés, là où la seconde posera qu'il faut d'abord une société constituée pour que les échanges marchands puissent se déployer.

Cependant, Platon pose des limites au développement du commerce. Il note en effet que les besoins des hommes sont illimités, et qu'ils en voudront toujours davantage que ce qu'ils ont. Plutôt que de satisfaire les besoins essentiels des hommes, les échanges risquent alors d'encourager la démesure, la compétition et, au final, la guerre.

On peut penser ici à La Prospérité du vice de D. Cohen, au sujet des 30 Glorieuses (pages 164-165).

« Si la richesse est un élément si important du bonheur, pourquoi une société qui s'enrichit semble-t-elle échouer à rendre ses membres plus heureux ? L'explication est celle-ci : la consommation est comme une drogue. Je ne peux plus me passer de biens dont j'ignorais pourtant l'existence dix ans plus tôt. Le téléphone portable, l'accès à Internet sont des objets qui deviennent indispensables une fois qu'on les a découverts. La consommation crée une dépendance. Le plaisir qu'elle procure est éphémère, mais le désespoir est immense quand on en est privé ».

Chez Platon, il n'est pas question de téléphone portable ni d'accès à Internet, mais le principe est le même : l'enrichissement est une fuite en avant, qui ne peut jamais être satisfaite. Quand ils ne se limitent pas à pourvoir aux besoins essentiels, les échanges marchands font donc peser un grand danger sur la cité.

Un peu plus loin dans la République, Platon défend même, à propos des gardiens de la cité, qu'il leur soit interdit de posséder autre chose que leur maison – dans laquelle chacun doit pouvoir aller et venir. Autrement, ils risqueraient de mettre la défense de leurs intérêts matériels devant celle de la cité. L'unité et la paix de la cité nécessite donc, pour lui, la « communauté des biens », en limitant au maximum la propriété privée.

b. Aristote : la condamnation du profit.

Aristote au contraire, voit dans la communauté des biens un idéal impossible à réaliser. La propriété à l'inverse est un facteur de bonheur et de vertu, dont l'absence inciterait à l'oisiveté et mutilerait toute ambition. La « **chrématistique*** », c'est-à-dire l'art naturel d'acquérir des richesses, est à l'inverse une façon de mener une vie heureuse.

Texte 3 – Aristote, le juste échange et la monnaie.

« (...) Dans les relations d'échanges, le juste sous sa forme de réciprocité, est ce qui assure la cohésion des hommes entre eux, réciprocité toutefois basée sur une proportion et non sur une stricte égalité. Or la réciprocité, j'entends celle qui est proportionnelle, est réalisée par l'assemblage en diagonale. Soit par exemple A un architecte, B un cordonnier, C une maison et D une chaussure : il faut faire en sorte que l'architecte reçoive du cordonnier le produit du travail de ce dernier, et lui donne en contrepartie son propre travail. Si donc tout d'abord on a établi l'égalité proportionnelle des produits et qu'ensuite seulement l'échange réciproque ait lieu, la solution sera obtenue ; et faute d'agir ainsi, le marché n'est pas égal et ne tient pas, puisque rien n'empêche que le travail de l'un n'ait une valeur supérieure à celui de l'autre, et c'est là ce qui rend une péréquation préalable indispensable. (...) »

Ainsi donc, il faut toujours que les choses pour lesquelles l'échange a lieu, soient comparables entre elles sur quelque point ; et c'est là que vient se placer la monnaie. On peut dire qu'elle est une sorte de milieu, d'intermédiaire ; elle est la mesure commune de toutes les choses ; et par conséquent, elle évalue le prix supérieur de l'une tout aussi bien que le prix inférieur de l'autre. Elle montre combien il faudrait de chaussures, par exemple, pour égaler la valeur d'une maison, ou celle des aliments que l'on consomme. Il faut donc que du maçon au cordonnier, il y ait tant de chaussures données pour le prix de la maison, ou encore tant de chaussures pour le prix des aliments. Sans cette condition, il n'y aurait plus ni échange, ni association possible : l'un et l'autre ne sauraient avoir lieu, si l'on ne parvenait point à établir entre les choses une sorte d'égalité.

Il faut, je le répète, trouver une mesure unique qui puisse s'appliquer à tout sans exception. Mais c'est le besoin que nous avons les uns des autres qui, dans la réalité, est le lien commun de la société qu'il maintient. Si les hommes n'avaient point de besoins, ou s'ils n'avaient pas des besoins semblables, il n'y aurait pas d'échange entre eux, ou du moins l'échange ne serait pas le même. Mais, par l'effet d'une convention toute volontaire, la monnaie est devenue en quelque sorte l'instrument et le signe du besoin. (...)

Mais pour les échanges éventuels, dans l'hypothèse où nous n'avons besoin de rien pour le moment, la monnaie est pour nous une sorte de gage, donnant l'assurance que l'échange sera possible si jamais le besoin s'en fait sentir, car on doit pouvoir, en remettant l'argent, obtenir ce dont on manque. La monnaie, il est vrai, est soumise aux mêmes fluctuations que les autres marchandises (car elle n'a pas toujours un égal pouvoir d'achat) ; elle tend toutefois à une plus grande stabilité. De là vient que toutes les marchandises doivent être préalablement estimées en argent, car de cette façon il y aura toujours possibilité d'échange, et par suite communauté d'intérêts entre les hommes

Éthique à Nicomaque [1132b-1133b]

Commentaire :

Aristote ne partage donc pas tout à fait l'avis de Platon. Pour lui, ce qui rend un échange marchand juste ne tient pas à la nature des biens échangés ou aux types de besoins qu'ils permettent de satisfaire, mais plutôt à la relation d'équivalence entre les marchandises. Le commerce relève donc d'une « justice commutative* », c'est à dire qu'il est vertueux, tant que la relation d'échange reste un « jeu à somme nulle », sans aucun profit.

Ce qui est condamnable, car non conforme à l'idée de justice, c'est qu'un échange apporte plus à l'une des parties, que ce à quoi elle a renoncé. La recherche d'un enrichissement illimité, sans autre objet que lui-même, qu'il nomme « la chrématistique commerciale », détourne les activités d'échange de leur rôle initial et abîme le lien social. On verra que, 2 000 ans plus tard, les économistes néoclassiques montreront au contraire que les échanges marchands sont réalisés parce que chaque agent s'estime gagnant au terme de la transaction.

Cette réflexion sur l'échange pousse Aristote à se poser une question centrale de la pensée économique : comment déterminer la valeur de chaque chose ? Si l'échange doit être égalitaire, il faut pouvoir comparer des choses aussi différentes qu'une paire de chaussure avec une maison.

Aristote ne fuit pas cette question et considère qu'il est nécessaire de disposer d'un intermédiaire, une unité de mesure, qui permette d'établir une « commensurabilité » des biens entre eux. Cet intermédiaire, c'est la monnaie. Cela répond à la question de l'instrument de mesure, mais pas à celui de la valeur. Aristote répond de façon énigmatique : « la relation du laboureur au cordonnier est aussi la relation de l'ouvrage de l'un à l'ouvrage de l'autre ». Autrement dit, il faut que chacun des deux aient placé le même degré d'efforts – de travail – dans sa marchandise. Cette réponse inspirera de nombreux économistes deux millénaires plus tard. C'est une première ébauche de la théorie de la « valeur travail ».

L'effondrement du monde grec puis de l'empire romain marque le début d'une période de recul de l'échange marchand. La période qui va du V^{ème} siècle et X^{ème} siècle est marquée par les invasions de Goths, des Vandales, Wisigoths organisés sur la base de communautés de village et de domaines féodaux peu tournés vers l'extérieur.

L'histoire de la pensée économique associe à cette Europe du Moyen-Âge le triomphe de la doctrine chrétienne d'indifférence à l'égard des institutions terrestres. L'ouvrage de Saint-Augustin *La Cité de Dieu* (426), par exemple, ne reconnaît aux choses qu'une valeur spirituelle, tournée vers la morale et le salut de l'âme. Le commerce au contraire, risque de détourner les hommes de « la cité de Dieu » pour encourager la tromperie et la cupidité. Grand interdit de l'Église jusqu'au XVIII^{ème} siècle, le prêt à intérêt est quant à lui formellement proscrit sous peine d'excommunication.

Ce n'est qu'avec l'intensification du capitalisme commercial en Europe entre le XV^{ème} siècle et le XVIII^{ème} siècle, puis du capitalisme industriel à partir du début du XIX^{ème} que la pensée économique va peu à peu, et seulement partiellement, se séculariser.